

Avec le système de crédit social, « le gouvernement chinois exploite habilement ce que nous ont appris les réseaux sociaux »

mercredi 2 janvier 2019, par [ARSENE Séverine](#) (Date de rédaction antérieure : 25 octobre 2017).

Dans une tribune au « Monde », la sinologue Séverine Arsène juge que le « système de crédit social » mis en place par le gouvernement chinois pour attribuer une « note » à chaque citoyen en fonction de son comportement est parfait pour traquer les opposants.

Sommaire

- [Le paternalisme au pouvoir](#)
- [Dispositifs d'influence \(...\)](#)

Annoncé en 2014, le « système de crédit social » est un projet du gouvernement chinois qui devrait être mis en place en 2020. Il consiste à attribuer aux citoyens, aux fonctionnaires et aux entreprises une note représentant la confiance dont ils sont dignes. L'idée est de collecter des centaines de données sur les individus et les entreprises, depuis leur capacité à tenir leurs engagements commerciaux jusqu'à leur comportement sur les réseaux sociaux, en passant par le respect du code de la route.

On génère ainsi un score à partir duquel sont attribués ou retirés certains droits, comme celui de diriger une entreprise, de travailler dans l'industrie alimentaire ou chimique, ou de se livrer à des dépenses « somptuaires », telles que voyager en première classe ou inscrire son enfant dans une école privée. « Si la confiance est rompue dans un domaine, des restrictions sont imposées partout », résume le gouvernement.

S'il en dit très peu sur les moyens concrets, le document préparatoire de 2014 se lit en fait comme un inventaire des problèmes de la Chine, déclinés en trois catégories : « la sincérité dans les affaires gouvernementales », « la sincérité dans le commerce » et « la sincérité sociale ».

La liste des domaines d'application évoque implicitement tous les scandales qui ont rythmé l'actualité chinoise ces dernières années : sécurité alimentaire, santé, arnaques dans l'e-commerce, conflits liés au travail et, en filigrane, l'immense problème de la corruption, qui empêche de prendre ces questions à bras-le-corps.

Le paternalisme au pouvoir

La mise en place d'un tel système pose des problèmes pratiques vertigineux. Les sources de données sont multiples, et collectées dans des formats différents, qu'il faut rendre interopérables. La qualité des données pose aussi un défi majeur, avec des risques d'erreur et de manipulation.

Pour l'heure, la mise en œuvre semble se faire de manière sectorielle d'une part, avec, par exemple, le récolement des données des tribunaux, et locale d'autre part, avec des projets pilotes à l'échelle des municipalités. L'ambition est d'établir des standards pour la collecte, le stockage et le partage des informations entre administrations et entre municipalités, provinces et Etat, mais il s'agit aujourd'hui de bases de données assez disparates, et non d'une base unique.

Le projet consiste également à disposer de données provenant de sociétés privées. Si un partenariat avec huit grandes sociétés d'e-commerce, comme Sesame Credit (Alibaba) ou Tencent Credit, a été gelé pour diverses raisons liées à la protection des données personnelles et à des craintes de conflits d'intérêts, dix sociétés de partage de vélos ont déjà signé un accord.

Cet accès aux données des sociétés privées est sans doute l'un des aspects les plus cruciaux du projet, car elles disposent d'indicateurs beaucoup plus fins sur le comportement des individus que n'importe quelle administration : heures de connexion, achats, contenus des conversations, etc.

C'est donc un levier très puissant à l'heure où tout internaute chinois passe par l'application mobile WeChat pour gérer l'ensemble de sa vie quotidienne. Mais cette source d'information ne concerne qu'une moitié des Chinois, ceux qui ont accès à Internet, ce qui souligne que la population est couverte de manière très inégale par le dispositif.

Le système de crédit social est sans doute un outil parfait pour le contrôle des opposants, et les paragraphes du document de 2014 concernant la culture ou l'éducation donnent des indications en ce sens. Le recours à la reconnaissance faciale, combiné à l'omniprésence des caméras de surveillance, annonce également un potentiel de surveillance assez effrayant. Mais, plus généralement, l'objectif central est d'établir un niveau de « confiance » au sein de la société, qui libère le développement des échanges économiques.

Le manque de confiance au sein de la société chinoise est réel et inhérent au régime autoritaire, qui tend à diviser pour régner. En s'appuyant sur le numérique et sur le secteur privé, le système de crédit social entend aussi répondre à un deuxième problème inhérent au régime, celui de la « sincérité » des informations dont le gouvernement central dispose à travers les différentes administrations, ce qui trahit sa difficulté à contrôler ce qui se passe sur le terrain.

Dispositifs d'influence « douce »

Au-delà des inquiétudes que peut générer en soi la collecte informatisée et centralisée de données, ce projet est surtout une nouvelle étape vers un mode technocratique et paternaliste de gouvernement, basé sur un dispositif de surveillance et des incitations et contraintes destinées à orienter en temps réel le comportement des individus. Ce système rappelle le dang'an, le dossier individuel tenu par l'unité de travail pendant la période maoïste, mais il en diffère fondamentalement par sa vocation à être montré, tant à l'individu ou à l'entreprise, qu'à ses amis et contacts professionnels.

On trouve sur les sites municipaux des listes noires d'individus « poursuivis pour manquement à la confiance » (c'est devenu une catégorie administrative). De façon plus ludique, l'application Honest Shanghai permet de consulter son score et de le partager sur les réseaux sociaux. Le score est ici, comme les performances sportives ou les « check-in » dans des lieux à la mode, un attribut de l'individu connecté et « quantifié » propre à l'ère des réseaux sociaux.

Lire aussi Le pouvoir chinois en guerre contre l'anonymat sur Internet

A travers le système de crédit social, le gouvernement chinois exploite habilement ce que nous ont

appris les réseaux sociaux, de Facebook à Weibo, sur la tendance naturelle des gens à livrer volontairement leurs données personnelles et à se soumettre à des normes qu'ils n'ont pas choisies, en échange de services qui leur facilitent la vie et leur apportent diverses formes de reconnaissance sociale. Les gouvernements occidentaux sont également tentés d'actionner ce levier et s'interrogent sur les « nudges » et autres dispositifs d'influence « douce » des populations, qui ont la propriété d'escamoter la difficulté, et parfois la violence, des choix politiques (pensons à l'omniprésence des classements !).

Pourtant, le cas chinois nous rappelle les énormes problèmes démocratiques que cela pose. Ceux-ci ne tiennent pas seulement à la collecte abusive des données personnelles, aux recours possibles ou à la proportionnalité des punitions par rapport aux offenses, ils tiennent aussi à la définition et à la légitimité des normes acceptables de comportement.

Comment l'Etat-parti choisit-il les critères définissant le crédit social ? Ces critères, lorsqu'ils sanctionnent la capacité à rembourser ses dettes ou à « respecter la morale », par exemple, ne discriminent-ils pas les pauvres et les minorités ?

D'autre part, ce système pourra donner lieu à de nouvelles formes de corruption pour truquer le score, et ainsi renforcer, plutôt que résoudre, le problème de départ. Dans nos démocraties, cela nous rappelle, s'il en était besoin, l'importance de la transparence, d'un débat pluraliste sur les choix politiques et de contre-pouvoirs pour résoudre les problèmes d'une société.

Séverine Arsène (Politologue, sinologue et éditrice au Asia Global Institute à Hong Kong University)

P.-S.

- « Le gouvernement chinois exploite habilement ce que nous ont appris les réseaux sociaux ». Le Monde. Publié le 25 octobre 2017 à 06h00 - Mis à jour le 25 octobre 2017 à 09h59 : https://www.lemonde.fr/idees/article/2017/10/25/le-gouvernement-chinois-exploite-habilement-ce-que-nous-ont-appris-les-reseaux-sociaux_5205452_3232.html

- Séverine Arsène est l'auteure de « Internet et politique en Chine » (Karthala, 2011).